



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
26 septembre 2018
Français
Original : anglais

Conférence des Parties

Vingt-quatrième session

Katowice, 2-14 décembre 2018

Point X de l'ordre du jour provisoire

Atelier de session de 2018 consacré au financement à long terme de l'action climatique

Rapport de synthèse du secrétariat

Résumé

Le présent document est un rapport de synthèse de l'atelier de 2018 consacré au financement à long terme de l'action climatique, que le secrétariat a organisé conjointement avec la première partie de la quarante-huitième session des organes subsidiaires à la demande de la Conférence des Parties. Conformément à la décision 7/CP.22, l'atelier a été axé sur l'élaboration de projets et de programmes à partir des besoins définis dans le cadre des processus impulsés par les pays, le rôle des politiques et d'un environnement propice dans le financement de l'atténuation et de l'adaptation, et la facilitation d'un accès renforcé.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–11	3
A. Mandat et objectifs	1–3	3
B. Objet du rapport.....	4	3
C. Activités préparatoires et déroulement des travaux	5–11	3
II. Principales conclusions	12–14	4
III. Moyens de faciliter un accès renforcé au financement de l'action climatique	15–29	6
IV. Élaboration de projets et de programmes à partir des besoins définis dans le cadre des processus impulsés par les pays	30–43	12

I. Introduction

A. Mandat et objectifs

1. La Conférence des Parties (COP) a demandé au secrétariat d'organiser des ateliers de session annuels consacrés au financement à long terme de l'action climatique jusqu'en 2020 et d'établir un rapport de synthèse de ces ateliers pour examen, chaque année, par la COP et dans le cadre du dialogue ministériel de haut niveau sur le financement de l'action climatique¹.

2. Les ateliers de session sur le financement à long terme de l'action climatique organisés en 2017 et en 2018, en vue d'accroître le financement consacré à l'atténuation et à l'adaptation, devaient examiner les enseignements à retenir des processus ci-après :

a) L'élaboration de projets et de programmes à partir des besoins définis dans le cadre des processus impulsés par les pays ;

b) Le rôle des politiques et d'un environnement propice dans le financement de l'atténuation et de l'adaptation ;

c) La facilitation d'un accès renforcé².

3. L'objectif de l'atelier de session organisé en 2018 (ci-après « l'atelier ») était de contribuer aux efforts en cours visant à intensifier la mobilisation de fonds pour la lutte contre les changements climatiques, en vue de parvenir, autant que possible, à des conclusions et à des résultats concrets pour examen par la Conférence des Parties. L'objectif était également de faciliter les débats techniques et orientés vers l'action portant sur les thèmes dont il est question au paragraphe 2, afin de :

a) Mieux comprendre comment les besoins de financement de l'action climatique définis et évalués par les pays en développement peuvent se traduire en projets et en programmes, y compris dans le cadre de la coopération internationale ;

b) Préciser la nature du cadre réglementaire et des politiques nécessaires à l'augmentation du financement de l'action climatique ;

c) Recenser les mesures qui peuvent être prises pour améliorer l'accès au financement de l'action climatique.

B. Objet du rapport

4. Le chapitre II du présent rapport rend compte des principales conclusions tirées de l'atelier, et on trouvera aux chapitres III et IV un résumé détaillé des débats qui ont eu lieu.

C. Activités préparatoires et déroulement des travaux

1. Activités préparatoires

5. Le secrétariat a mené des consultations informelles avec des spécialistes du financement de la lutte contre les changements climatiques lors des manifestations régionales suivantes, afin de recueillir des vues et des données d'expérience relatives aux thèmes de l'atelier et de contribuer à la conception de son programme :

a) Les dialogues structurés du Fonds vert pour le climat organisés dans les régions suivantes :

i) Amérique latine : à Bogota (Colombie), du 5 au 8 mars 2018 ;

ii) Afrique : à Bamako (Mali), du 3 au 6 avril 2018 ;

¹ Décision 5/CP.20, par. 12.

² Décision 7/CP.22, par. 12.

iii) Asie : à Da Nang (Viet Nam), du 17 au 20 avril 2018 ;

b) La réunion du Groupe d'experts sur les changements climatiques organisée par le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (24 et 25 avril 2018).

6. Des consultations informelles ont également été tenues le 11 avril 2018, lors de la dix-septième séance du Comité permanent du financement, au cours desquelles les membres du Comité et les observateurs ont été invités à faire connaître leurs vues sur la conception et les résultats attendus de l'atelier.

7. À la suite de ces consultations, le secrétariat, en concertation avec les animateurs de l'atelier, en a élaboré le programme provisoire. Le programme final est disponible en anglais sur la page Web de l'atelier³.

2. Déroulement des travaux

8. L'atelier a eu lieu les 7 et 8 mai 2018 à Bonn, conjointement avec la première partie de la quarante-huitième session des organes subsidiaires, et il était ouvert à toutes les Parties et à tous les observateurs participant à la session. La première journée de l'atelier a porté essentiellement sur le thème de la facilitation d'un accès renforcé et la deuxième journée sur l'élaboration de projets et de programmes à partir des besoins définis dans le cadre des processus impulsés par les pays.

9. Des observations liminaires ont été prononcées par le Président de la vingt-troisième session de la COP et Premier Ministre des Fidji, M. Josaia Voreqe Bainimarama, ainsi que par la Secrétaire exécutive de la Convention, M^{me} Patricia Espinosa. Les animateurs de l'atelier, M^{me} Janine Felson (Belize) et M. Stefan Schwager (Suisse), ont ensuite présenté une courte introduction à l'atelier.

10. Chaque journée de l'atelier a débuté par un exposé introductif du secrétariat, qui comprenait un résumé des vues et des idées sur le financement à long terme de l'action climatique recueillies par les représentants dans les pays et les praticiens présents aux consultations mentionnées au paragraphe 5 ci-dessus. À la suite de cet exposé, un groupe d'experts a été invité à faire part des faits nouveaux et données d'expérience pertinents, des bonnes pratiques et des défis restant à relever concernant l'amélioration de l'accès au financement de l'action climatique et l'élaboration de projets et de programmes à partir des besoins.

11. À l'issue de la table ronde, les participants ont engagé des discussions en groupes restreints encadrées par les animateurs des groupes, qui ont ensuite fait rapport à la plénière, ce qui a permis aux experts de fournir d'autres contributions et réflexions sur les principales questions abordées. Le programme, les exposés et les enregistrements vidéo sont disponibles sur la page Web de l'atelier.

II. Principales conclusions

12. L'atelier a donné l'occasion à un grand nombre d'acteurs, dont les Parties, des organisations internationales, des organismes des Nations Unies, des entités du secteur privé et des organisations de la société civile, de mener des débats constructifs. Les participants ont procédé à un échange de vues et d'idées sur divers aspects de l'accès au financement de l'action climatique et de l'élaboration de projets et de programmes à partir des besoins définis dans le cadre des processus impulsés par les pays. Le présent chapitre met en lumière les principales conclusions issues de la plénière et des discussions en groupes restreints.

13. Moyens de faciliter un accès renforcé au financement de l'action climatique :

a) Dans la mesure où les manières d'établir une distinction entre le financement de l'action climatique et le financement du développement, ainsi que de dissocier

³ <https://unfccc.int/topics/climate-finance/events-meetings/ltf-meetings/long-term-climate-finance-events-in-2018>.

l'adaptation et le développement, ne sont pas clairement précisées, il est difficile d'établir des objectifs climatiques lors de l'élaboration de propositions de projet ;

b) Les fonds multilatéraux pour le climat devraient simplifier davantage le processus d'accès aux ressources de financement de l'action climatique, par exemple en prenant modèle sur la procédure d'approbation simplifiée du Fonds vert pour le climat ;

c) La procédure d'accréditation auprès des fonds multilatéraux pour le climat peut mobiliser beaucoup de temps et de ressources, mais en plus de donner accès à des financements, elle offre de nombreux avantages aux pays en développement, notamment le renforcement des capacités institutionnelles pour répondre aux normes et critères fixés par les fonds et la capacité d'attirer des ressources financières supplémentaires provenant d'autres sources internationales ;

d) Les pays en développement pourraient procéder à une analyse coûts-avantages pour déterminer s'il vaut mieux utiliser les entités d'exécution régionales existantes pour avoir accès à des fonds ou demander un accès direct ;

e) Le renforcement des capacités et l'appui à la planification en vue de l'accès au financement de l'action climatique devraient être plus spécifiquement conçus pour répondre aux besoins des pays bénéficiaires et être assurés sur l'ensemble du cycle d'un projet ;

f) La coopération Sud-Sud et les dialogues régionaux devraient être davantage encouragés afin de favoriser l'apprentissage collégial et l'échange de connaissances ;

g) Les mécanismes de coordination du financement de l'action climatique dans les pays doivent être renforcés afin de déterminer les priorités de financement des projets et des programmes ;

h) Les possibilités d'accès des acteurs infranationaux et locaux au financement de l'action climatique devraient être plus clairement définies par pays et par fonds multilatéral pour le climat ;

i) Les gouvernements et les bailleurs de fonds internationaux pour l'action climatique devraient élaborer clairement des possibilités d'accès à ce financement pour les petites et moyennes entreprises, par exemple en renforçant l'appui au partenariat public-privé afin d'atténuer les risques inhérents à l'investissement privé, en particulier lors de la phase de conception du projet.

14. Élaboration de projets et de programmes à partir des besoins :

a) La prise en compte des changements climatiques dans les processus budgétaires nationaux et le cadre de gestion des risques du secteur privé sera utile pour produire des informations sur les flux nationaux de financement de l'action climatique et mieux gérer les ressources consacrées aux activités d'atténuation et d'adaptation ;

b) Les stratégies nationales de financement de l'action climatique peuvent servir de tremplin pour transformer les contributions déterminées au niveau national en projets et programmes ;

c) L'appui à la préparation de projet devrait aider les pays à sélectionner des possibilités de financement parmi diverses sources de financement de l'action climatique, y compris le Fonds vert pour le climat ;

d) Les dispositifs institutionnels, dans lesquels les ministères des finances jouent un rôle essentiel, sont indispensables pour prendre en compte les changements climatiques dans les priorités en matière de développement et hiérarchiser les projets et programmes conformément aux priorités nationales et aux ressources disponibles ;

e) Les pays en développement et les institutions de financement et de mise en œuvre devraient poursuivre le dialogue et la coopération à long terme afin d'approfondir la compréhension mutuelle des besoins et des problèmes ;

f) Le renforcement des capacités et l'appui à la planification devraient être fournis dans une perspective à long terme et étendus aux niveaux infranational et local, afin de renforcer la sensibilisation, les connaissances et les capacités des acteurs ;

g) Les pays en développement et les bailleurs de fonds internationaux pour l'action climatique devraient promouvoir des démarches programmatiques, qui contribueraient à promouvoir le traitement des besoins et des priorités des pays dans une perspective à plus long terme, à accroître la mobilisation des acteurs infranationaux et locaux et à attirer davantage de financements internationaux de l'action climatique ;

h) L'engagement politique en faveur de la lutte contre les changements climatiques, ainsi que les environnements propices, contribueront à créer un descriptif commun et attractif, afin d'accroître la participation des parties prenantes et de renforcer l'appropriation d'une action climatique ambitieuse par les institutions publiques ;

i) Dans la mesure où les entités des secteurs public et privé continuent de rechercher des financements appropriés, il devient plus important de les mettre en relation, pour répondre à leurs besoins, avec les sources de financement et d'investissement.

III. Moyens de faciliter un accès renforcé au financement de l'action climatique

15. La première journée de l'atelier a porté essentiellement sur l'échange de données d'expérience et d'enseignements concernant les moyens de faciliter un accès renforcé au financement de l'action climatique. Dans un premier temps, le secrétariat a exposé les vues et idées pertinentes recueillies lors des consultations mentionnées au paragraphe 5 ci-dessus (voir le résumé présenté dans l'encadré 1).

Encadré 1

Résultats des consultations menées par le secrétariat sur les moyens d'améliorer l'accès au financement de l'action climatique

Amélioration de l'accès au financement de l'action climatique au niveau national :

- Les pays ont besoin d'être mieux informés afin de s'orienter dans l'architecture complexe du financement de l'action climatique et de sélectionner les ressources nécessaires ;
- Les mécanismes de coordination du financement de l'action climatique dans les pays doivent être renforcés afin de préciser les priorités de financement des projets et des programmes ;
- Les possibilités d'accès aux financements pour le secteur privé devraient être plus clairement définies, en particulier pour les petites entreprises locales.

Amélioration de l'accès aux fonds multilatéraux pour le climat :

- Il convient d'harmoniser et de simplifier les termes employés par les fonds pour le climat dans les politiques et prescriptions applicables aux projets ;
- Il est souhaitable de veiller à la cohérence des politiques appliquées aux projets dans l'ensemble des fonds climatiques ;
- Il est important de comprendre le contexte des politiques des fonds pour le climat (par exemple les décisions de la Conférence des Parties) pour élaborer des projets ;
- Les fonds multilatéraux pour le climat devraient permettre une certaine souplesse concernant les prescriptions applicables aux données techniques ;
- Les prescriptions applicables aux projets devraient être différenciées en fonction de la catégorie et de l'ampleur du projet proposé.

Amélioration du renforcement des capacités en vue de l'accès au financement de l'action climatique :

- Les fonds pour le climat devraient fournir des projets de renforcement des capacités indépendants pour aider les pays à mettre en œuvre des projets et des programmes ;

- Le renforcement des capacités devrait être une activité à long terme, menée sur l'ensemble du cycle d'un projet ;
- Davantage de plateformes sont requises pour échanger les enseignements tirés de l'utilisation des modalités d'accès direct.

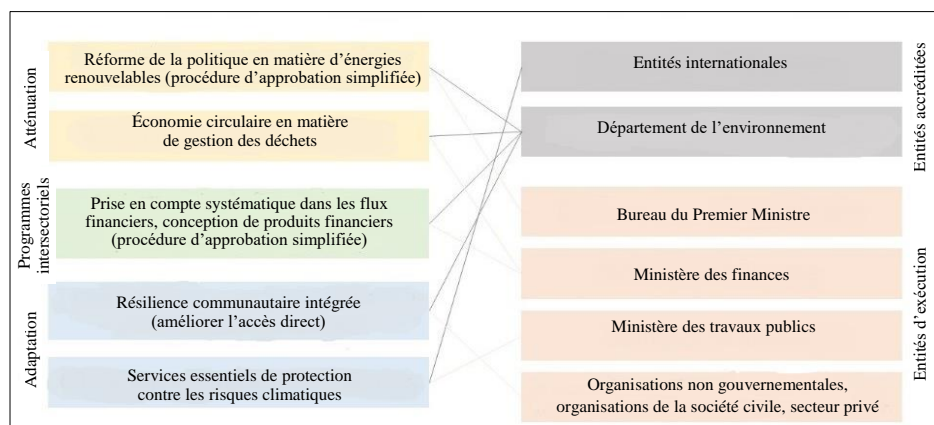
16. L'exposé introductif a été suivi de brèves interventions d'un **groupe d'experts** au sujet des faits nouveaux et des données d'expérience pertinents, des bonnes pratiques et des défis restant à relever concernant l'amélioration de l'accès au financement de l'action climatique.

17. Une représentante du Département de l'environnement d'Antigua-et-Barbuda a fait part de l'expérience de son pays en matière d'accès aux ressources des fonds multilatéraux pour le climat, par le biais d'un accès direct et de la programmation par pays pour préparer et mettre en œuvre des projets d'atténuation et d'adaptation.

18. L'expérience montre que le renforcement des capacités institutionnelles en vue d'obtenir une accréditation auprès des fonds multilatéraux pour le climat, de même que l'élaboration de propositions de projet à soumettre à l'approbation des fonds, peuvent prendre beaucoup de temps. Toutefois, les capacités de l'institution qui sollicite un accès au financement de l'action climatique peuvent se trouver renforcées à travers le processus d'apprentissage interactif consistant à demander une accréditation, à élaborer des propositions de projet et à utiliser l'appui à la planification.

19. Le Département de l'environnement a adopté une démarche programmatique pour mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national d'Antigua-et-Barbuda et a donné la priorité aux projets ayant le plus fort potentiel d'atténuation et d'adaptation. Comme le montre la figure ci-après, Antigua-et-Barbuda utilise la programmation par pays du Fonds vert pour le climat pour définir un plan d'accès au financement international de l'action climatique, dans le but d'appuyer ses domaines prioritaires en matière d'atténuation, d'adaptation et de programmes intersectoriels.

Aperçu de la programmation par pays du Fonds vert pour le climat d'Antigua-et-Barbuda



Source : Exposé de la représentante du Département de l'environnement d'Antigua-et-Barbuda lors de l'atelier de session consacré au financement à long terme de l'action climatique en 2018.

20. S'agissant des activités menées après l'accréditation, le Département de l'environnement prévoit : de raccourcir les délais d'élaboration des projets pour en accélérer l'exécution et réduire les frais de préparation ; de renforcer les capacités des entités d'exécution au niveau national ; de débloquer le financement national de l'action climatique, notamment pour le secteur local des assurances ; de développer des partenariats avec des prestataires de services d'appui internationaux, en tirant parti de ses capacités renforcées dans le cadre des processus d'accréditation et de préparation de projets ; et d'aider les autres petits États insulaires en développement à renforcer leurs capacités au moyen des dons au titre de la coopération Sud-Sud du Fonds pour l'adaptation.

21. S'agissant de la question du financement à long terme de l'action climatique, l'intervenante a souligné qu'il importait d'assurer la durabilité des ressources financières du Fonds pour l'adaptation, notamment grâce à des mécanismes de marché, d'assurer une première reconstitution ambitieuse des ressources du Fonds vert pour le climat et de modifier les critères de résilience aux changements climatiques définis pour les opérations et les portefeuilles des entités accréditées auprès du Fonds vert pour le climat.

22. Le secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation a fait part de son expérience en matière d'accréditation. Les procédures des fonds multilatéraux pour le climat peuvent s'avérer difficiles pour les organismes candidats mais les critères et normes d'accréditation ne peuvent être abaissés, car les demandeurs doivent se conformer aux normes fiduciaires internationales. Toutefois, en plus de contribuer à renforcer les capacités des organismes candidats, le processus de demande d'accréditation peut aussi les aider à attirer des ressources financières supplémentaires provenant d'autres sources internationales.

23. Le renforcement des capacités des organismes candidats est fondamental. Dans ce but, le Fonds pour l'adaptation favorise un appui collégial entre ses entités accréditées et les organisations candidates. En outre, il organise régulièrement des ateliers consacrés à l'accréditation et à la planification, afin d'améliorer la communication avec les demandeurs potentiels concernant les prescriptions en matière d'accréditation.

24. Un représentant du Conseil du Fonds pour l'adaptation a présenté les travaux menés par ce Fonds pour optimiser la procédure d'accréditation. Le Fonds pour l'adaptation et le Fonds vert pour le climat ont entrepris d'aligner leurs procédures d'accréditation. Selon ces procédures, le Fonds vert pour le climat accélère l'accréditation des entités d'exécution accréditées par le Fonds pour l'adaptation, tandis que le Fonds pour l'adaptation accélère le renouvellement de l'accréditation des entités d'exécution accréditées par le Fonds vert pour le climat jusqu'à quatre ans avant le dépôt de la demande de renouvellement d'accréditation auprès du Fonds pour l'adaptation.

25. Un représentant du Programme des Nations Unies pour l'environnement a présenté le point de vue d'un prestataire de services d'appui internationaux concernant l'amélioration de l'accès, notamment les difficultés rencontrées et les enseignements tirés à propos de l'aide à fournir aux pays pour renforcer leur capacité à accéder au financement de l'action climatique.

26. S'agissant de l'exécution du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du Fonds vert pour le climat, l'intervenant a exposé les difficultés et enseignements suivants :

- a) La participation des parties prenantes est nécessaire au niveau national ;
- b) Une bonne communication entre le Fonds vert pour le climat, les autorités nationales désignées et les entités à accès direct est essentielle pour comprendre les normes, modèles, prescriptions et procédures les plus récents du Fonds vert pour le climat ;
- c) Les demandeurs doivent être sélectionnés avec soin par les autorités nationales désignées ;
- d) Après l'accréditation, il convient de continuer à renforcer les capacités pour aider les pays à élaborer des propositions de projet ;
- e) Le processus d'approbation de projet du Fonds vert pour le climat doit être amélioré ;
- f) Il convient de proposer aux institutions financières privées des instruments financiers appropriés pour accroître leur engagement dans le financement de l'action climatique.

27. Au cours du **débat en séance plénière ouverte**, les participants ont procédé à un examen plus approfondi de la question de l'accréditation auprès des fonds multilatéraux pour le climat. Une organisation peut demander simultanément son accréditation auprès de plusieurs fonds grâce à différents éléments : 1) le caractère redondant des travaux préparatoires requis pour l'accréditation ; 2) la possibilité de bénéficier d'une accréditation accélérée auprès du Fonds vert pour le climat ; et 3) l'harmonisation des processus

d'accréditation du Fonds pour l'adaptation et du Fonds vert pour le climat. Depuis que le Fonds vert pour le climat a commencé à verser des financements en faveur de l'adaptation, les demandes d'accréditation adressées au Fonds pour l'adaptation n'ont cependant pas diminué. Les pays continuent à le solliciter pour financer des projets d'adaptation pour un montant pouvant atteindre 10 millions de dollars.

28. Les participants ont également examiné les moyens d'améliorer l'accès des petites entreprises du secteur privé au financement de l'action climatique, ainsi que l'appui dont elles peuvent bénéficier. Au niveau des pays, chaque entité d'exécution d'un projet doit adapter son action avec les petites entreprises du secteur privé, en fonction du descriptif de projet, du contexte national et des besoins de l'entreprise concernée. Pour ce qui est de l'appui mis à la disposition des petites entreprises, le Programme des Nations Unies pour l'environnement élabore actuellement un cadre pour soutenir les institutions financières dans les pays en développement, en vue de fournir des services financiers et un appui technique aux petites et moyennes entreprises. Au sein du Fonds pour l'adaptation, la collaboration avec de petites entités du secteur privé est encore embryonnaire mais elle se développe.

29. Le tableau 1 synthétise les résultats des discussions en groupes restreints sur la facilitation de l'accès au financement de l'action climatique.

Tableau 1

Difficultés d'accès au financement de l'action climatique, solutions possibles et exemples

<i>Difficultés</i>	<i>Solutions possibles et exemples</i>
<i>Accréditation auprès des fonds pour le climat</i>	
<ul style="list-style-type: none"> Le processus d'accréditation requiert beaucoup de temps et de ressources et impose parfois de trouver un compromis entre l'accès aux ressources et l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet concret 	<ul style="list-style-type: none"> Un appui est mis à disposition des pays en développement pour les aider à réaliser le processus d'accréditation, par exemple par l'intermédiaire de prestataires de services d'appui internationaux et dans le cadre de la coopération Sud-Sud L'appui relatif à l'accréditation doit être renforcé Une analyse coûts-avantages pourrait être utilisée pour déterminer s'il convient d'utiliser les entités d'exécution régionales existantes pour avoir accès à des fonds ou de demander un accès direct
<i>Renforcement des capacités</i>	
<ul style="list-style-type: none"> Certaines activités de renforcement des capacités sont trop générales et/ou organisées sous la forme d'événements ponctuels 	<ul style="list-style-type: none"> L'appui au renforcement des capacités doit être : <ul style="list-style-type: none"> Apporté à long terme durant l'ensemble du cycle d'un projet Adapté aux besoins et aux possibilités du pays bénéficiaire et à des secteurs et expertises spécifiques (études de préféabilité économique, prise en compte des questions de genre, etc.) Le renforcement des capacités propres à une région peut être facilité par la coopération Sud-Sud Les exemples de programmes d'appui au renforcement des capacités à long terme cités pendant les discussions en groupes restreints comprennent : <ul style="list-style-type: none"> Le Mécanisme régional d'appui technique^a du Programme régional océanien de l'environnement, qui porte sur l'appui technique à long terme dans la région Le Centre de compétences changement climatique du Maroc^b, qui se concentre sur la coopération régionale et l'échange de données d'expérience et de savoir-faire

<i>Difficultés</i>	<i>Solutions possibles et exemples</i>
<ul style="list-style-type: none"> La capacité n'est pas maintenue en raison de l'exode des compétences et de la perte de la mémoire institutionnelle <p><i>La coordination nationale et les rôles et fonctions des points de contact des fonds pour le climat</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Les rôles et fonctions des points de contact des différents fonds pour le climat ne sont pas clairs <p><i>Renforcement de l'engagement des acteurs infranationaux et locaux</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Les acteurs infranationaux et locaux sont souvent laissés de côté en ce qui concerne l'accès au financement international de l'action climatique 	<ul style="list-style-type: none"> Établir un fichier d'experts aux niveaux régional et national peut être utile pour intégrer l'expertise pertinente dans l'élaboration d'un projet <ul style="list-style-type: none"> Les pouvoirs publics devraient définir plus clairement les rôles et fonctions des points de contact Les points de contact devraient se concentrer sur la coordination des priorités et calendriers politiques des divers ministères : <ul style="list-style-type: none"> La collaboration avec le ministère des finances est fondamentale pour que les changements climatiques soient pris en compte par le gouvernement et par l'ensemble de l'économie, ainsi que pour faciliter la coopération interministérielle Parmi les initiatives de coordination dans lesquelles les ministères des finances jouent un rôle clef, citons les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Le Climate Action Peer Exchange (mécanisme d'échange entre pairs concernant l'action climatique) de la Banque mondiale^c L'initiative de coopération Sud-Sud pour le Ghana relative au renforcement de la coordination interministérielle et à une meilleure compréhension de l'allocation budgétaire et des flux de financement au niveau national Les points de contact devraient collaborer avec les institutions financières internationales pour recenser les possibilités d'investissement et établir des réserves de projets afin d'obtenir l'adhésion nécessaire et d'harmoniser les prescriptions en matière d'accès <ul style="list-style-type: none"> Le renforcement de la participation des acteurs infranationaux et locaux est fondamental pour que les processus soient impulsés par les pays Une démarche programmatique requiert l'adoption d'une approche holistique dans l'élaboration de réserves de projets et d'une perspective à long terme sur la manière de répondre aux besoins et aux priorités des acteurs nationaux et infranationaux La participation des acteurs infranationaux et nationaux à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets accroîtra leurs possibilités d'utiliser le financement de l'action climatique et contribuera ainsi à une intégration verticale plus cohérente Un cadre national qui évalue les activités relatives aux changements climatiques menées par les acteurs infranationaux et communautaires et qui rend compte de ces activités permettra d'accroître la participation et le sentiment de responsabilité des acteurs locaux

*Difficultés**Solutions possibles et exemples**Renforcement de la participation du secteur privé dans l'accès au financement de l'action climatique*

- Le délai prévu pour la génération de recettes associées à l'utilisation du financement international de l'action climatique ne correspond bien souvent pas aux attentes et aux exigences du secteur privé
- Le financement de l'action climatique doit être adapté au langage du secteur privé
- Certains acteurs privés comme les petites et moyennes entreprises n'ont pas des capacités et des ressources humaines suffisantes pour accéder au financement de l'action climatique et rendre leurs investissements plus respectueux de l'environnement
- L'appui fourni aux acteurs du secteur privé pour accéder au financement de l'action climatique devrait être renforcé, en particulier pendant la phase de conception d'un projet, afin d'atténuer les risques inhérents à l'investissement au moyen du recours aux partenariats public-privé et à l'appui international. On peut citer par exemple :
 - Le soutien bilatéral pour la transition énergétique et la participation des entreprises (Danemark)
 - Le soutien pour les infrastructures renouvelables et la participation du secteur privé en Côte d'Ivoire (Banque mondiale)
- Les possibilités d'investissement offertes par les mesures de lutte contre les changements climatiques ainsi que les directives de politique générale sur le financement de l'action climatique doivent être mieux expliquées et communiquées au secteur privé à qui il convient d'exposer les débouchés commerciaux et les avantages sociétaux
- Les points de contact des différents fonds ont un rôle à jouer dans le renforcement de la communication et de la collaboration entre les fonds et le secteur privé
- Les pouvoirs publics devraient chercher des moyens de faire mieux connaître les manières de renforcer les investissements sans incidence sur le climat et d'augmenter les possibilités de formation pour les acteurs locaux du secteur privé, telles que les formations sur les prêts respectueux de l'environnement destinées aux fonctionnaires de banques locales
- Les points d'accès des acteurs du secteur privé au financement de l'action climatique devraient être décentralisés pour augmenter les possibilités de participer de ceux-ci

Débats sur les environnements propices

- Les environnements porteurs et les cadres de politique générale, tels que les dispositifs institutionnels nationaux, et les bases juridiques, telles que le droit national relatif aux changements climatiques, encourageront la coopération entre les parties prenantes, tant publiques que privées, afin d'atteindre les objectifs nationaux relatifs au climat
- Le manque de données pertinentes constitue un obstacle pour de nombreux pays s'agissant de formuler des propositions de projet ; les fonds pour le climat devraient fournir un appui direct pour le recueil de données ; il existe des dispositifs d'appui international pour renforcer la collecte nationale de données, comme un programme suédois de renforcement des capacités en Afrique, qui met l'accent sur la gestion des données

^a Voir : <http://rtsm.pacificclimatechange.net>.

^b Voir : <https://www.4c.ma/fr>.

^c Voir : <https://www.worldbank.org/en/topic/climatechange/brief/cape>.

IV. **Élaboration de projets et de programmes à partir des besoins définis dans le cadre des processus impulsés par les pays**

30. La deuxième journée de l'atelier a été consacrée au partage de données d'expérience et d'enseignements à retenir en lien avec l'élaboration de projets et de programmes à partir des besoins définis dans le cadre des processus impulsés par les pays.

31. Dans un premier temps, le secrétariat a exposé les vues et les idées pertinentes recueillies lors des consultations mentionnées au paragraphe 5 ci-dessus (voir le résumé présenté dans l'encadré 2).

Encadré 2

Résultats des consultations menées par le secrétariat sur les moyens de mieux définir les besoins des pays en développement et les traduire en projets et en programmes

En ce qui concerne la définition des besoins des pays en développement en matière d'appui :

- Le manque de données sur le climat demeure un obstacle ;
- Les pays sollicitent une assistance technique, des orientations et des possibilités d'apprentissage par les pairs pour renforcer la participation des parties prenantes à l'évaluation des besoins ;
- Les institutions gouvernementales doivent prendre en main l'institutionnalisation de l'évaluation des besoins ;
- Des plans locaux d'adaptation sont nécessaires pour définir les besoins des communautés les plus vulnérables et les traduire en projets et en programmes.

En ce qui concerne la traduction en projets et en programmes :

- Les obstacles suivants sont notamment rencontrés par les pays :
 - Des difficultés à recenser des sources de financement adaptées ;
 - La complexité des consultations avec les parties prenantes ;
 - Les coûts élevés liés à la préparation de projets (par exemple pour les études et analyses techniques) ;
- Les dispositifs institutionnels nationaux jouent un rôle fondamental pour ce qui est de faciliter les consultations entre les organismes publics et de donner la priorité aux projets et aux programmes conformément aux priorités nationales et compte tenu des ressources disponibles ;
- De nombreux pays disposent de groupes interministériels chargés des changements climatiques au sein desquels le ministère des finances joue un rôle de premier plan ;
- Des initiatives de planification et un appui au renforcement des capacités sont disponibles pour aider les pays en développement à renforcer leurs dispositifs institutionnels ;
- Le renforcement des capacités devrait s'inscrire dans une perspective à long terme et être adapté pour répondre aux divers besoins des différents acteurs nationaux ;
- La préparation d'un projet devrait permettre aux pays de choisir des solutions de financement parmi celles proposées par diverses sources de financement de l'action climatique ;
- Les stratégies nationales de financement de l'action climatique peuvent servir de tremplin pour la préparation de projets et de programmes.

En ce qui concerne la manière d'intensifier la participation du secteur privé :

- Des interventions publiques sont nécessaires pour :
 - Atténuer les risques auxquels sont confrontés les petits acteurs du secteur privé, y compris au moyen de garanties et de financement par le crédit ;

- Établir des cadres de politique générale propices au secteur privé ;
- Un ensemble plus vaste d'instruments financiers comme des obligations vertes pourrait être utilisé pour tirer profit de l'augmentation de l'investissement privé.

32. À la suite de l'exposé introductif, **un groupe d'experts** a fait part des faits nouveaux et des données d'expérience pertinents, des bonnes pratiques et les défis restant à relever concernant l'élaboration de projets et de programmes à partir des besoins définis dans le cadre des processus impulsés par les pays.

33. Un représentant de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) du Libéria a partagé l'expérience de son pays relative à l'élaboration et à la mise en œuvre de son projet de plan national d'adaptation (PNA) et à l'utilisation de financements du Fonds vert pour le climat pour soutenir ce processus. En 2016, le Fonds vert pour le climat a approuvé l'allocation au Libéria de 2,2 millions de dollars des États-Unis dans le cadre de son Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires pour le développement du PNA du pays. Le Libéria était un des premiers pays à bénéficier d'un appui financier du Fonds vert pour le climat pour développer son PNA.

34. L'EPA, en tant qu'organisme chargé des changements climatiques au Libéria, a mené un processus consultatif et participatif pour élaborer la proposition de projet de PNA à présenter au Fonds vert pour le climat. Il lui a été difficile de rassembler les données de plusieurs ministères et organismes, mais l'EPA a sollicité l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement pour recenser et recueillir les données requises.

35. Le Libéria a commencé à mettre en œuvre le projet en 2018 en menant une évaluation des vulnérabilités axée sur les niveaux communautaire et local. Le Ministère des finances et de la planification du développement participe activement à la mise en œuvre du projet de PNA pour ce qui est de l'analyse économique et de l'allocation budgétaire concernant les projets d'adaptation.

36. Un représentant de l'Office allemand de la coopération internationale a fait part de son point de vue sur la question de la traduction des besoins en projets et en programmes au regard de sa qualité de prestataire de services d'appui international et s'est fondé sur son expérience s'agissant d'aider des pays à élaborer des stratégies nationales de financement de l'action climatique pour traduire leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) en projets et en investissements.

37. Dans le cadre de son programme de préparation au financement de l'action climatique, l'Office allemand de la coopération internationale aide les pays à préparer leurs stratégies de financement de l'action climatique en vue de la mise en œuvre de leurs CDN. Une stratégie nationale de financement de l'action climatique permet d'évaluer les besoins de financement des différents secteurs couverts par les CDN et de déterminer les possibilités de financement adaptées qui peuvent répondre aux besoins recensés. Pour ce faire, les entités dont les besoins de financement ont été déterminés (la demande) sont mises en relation avec les sources et instruments de financement publics et privés (l'offre). La stratégie de financement de l'action climatique devrait mettre en exergue des moyens de combler tout déficit de financement entre la demande et l'offre et recenser des manières de mobiliser des ressources supplémentaires, y compris provenant de sources internationales de financement de l'action climatique.

38. Il convient de noter qu'une approche nuancée est requise pour interpréter et combler tout déficit de financement constaté dans la stratégie nationale de financement de l'action climatique. D'après l'expérience de l'Office allemand de la coopération internationale, la demande de financement agrégée est sujette à l'inflation car elle comprend non seulement des projets d'investissement bancables qui sont confrontés à un dysfonctionnement du marché et nécessitent une intervention publique, mais aussi des modèles économiques qui ne sont pas durables et ne méritent pas une telle intervention. Les dysfonctionnements du marché varient selon les secteurs et les analyses et interventions doivent donc être adaptées en conséquence.

39. Un représentant de Lightsmith Group, une entité du secteur privé, a expliqué comment le secteur privé et les instruments financiers innovants pouvaient contribuer à promouvoir l'investissement en faveur de l'adaptation et du renforcement de la résilience dans les pays en développement.

40. Le Climate Resilience and Adaptation Finance and Technology Transfer Facility est un fonds commun de placement en actions qui investit dans des entreprises fournissant soit des informations sur la résilience, comme des analyses de données, des modèles et des prévisions, soit des solutions en matière de résilience, y compris des produits et services qui permettent de lutter contre les risques climatiques dans des secteurs comme l'eau et l'agriculture. Soutenu par le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds nordique pour le développement, ce fonds prévoit de porter sa capacité à 500 millions de dollars des États-Unis, ce qui pourrait contribuer à l'ouverture d'un marché plus vaste pour les solutions concernant la résilience aux changements climatiques et avoir pour effet de réduire la vulnérabilité des pays en développement et du monde des affaires grâce au renforcement de la résilience.

41. Pendant le débat en séance plénière ouverte, les participants ont parlé des manières de renforcer la coordination nationale entre les différentes parties prenantes, ainsi que des rôles et des expériences des prestataires d'appui internationaux à ce sujet. La coordination des parties prenantes requiert une connaissance du contexte local et l'existence d'un réseau institutionnel dans le pays, ce qui n'est possible que sur le long terme et grâce à la coopération continue entre les parties prenantes nationales et les prestataires d'appui internationaux. Les acteurs publics guident la coordination des parties prenantes, le renforcement de la capacité des acteurs publics étant ainsi fondamental. Prévenir l'exode des compétences et retenir la connaissance et la capacité dans le secteur public demeurent des défis.

42. Les participants ont aussi discuté de leur expérience en matière d'élaboration d'objectifs climatiques dans la préparation de propositions de projet. La préparation d'une étude de faisabilité approfondie sur des propositions de projet concernant l'adaptation peut nécessiter beaucoup de temps et de ressources pour les pays en développement. Dans ce contexte, les études de faisabilité et les analyses devraient être lancées aussi tôt que possible dans la phase de préparation du projet et être considérées comme une priorité dans l'élaboration de tous les projets et les programmes relatifs au climat. En outre, un appui technique renforcé est nécessaire pour aider les pays à intégrer les changements climatiques dans leurs projets et leurs programmes relatifs à divers secteurs.

43. Le tableau 2 synthétise les résultats des discussions en groupes restreints sur la définition des besoins des pays en développement et leur traduction en projets et en programmes.

Tableau 2

Difficultés dans la définition des besoins et leur traduction en projets et en programmes, solutions possibles et exemples

<i>Difficultés</i>	<i>Solutions possibles et exemples</i>
<i>Intégrer les changements climatiques dans les propositions de projet</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • Les pays ont des difficultés à intégrer les changements climatiques dans les propositions de projet relatives à divers secteurs. • Ces difficultés sont souvent exacerbées par le manque de capacités et de ressources humaines pour rédiger les propositions de projet 	<ul style="list-style-type: none"> • Les initiatives concernant l'appui technique et le renforcement des capacités peuvent aider les pays, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ◦ L'initiative EUROCLIMAT+^a, un programme de coopération régional établi par l'Union européenne pour aider les pays d'Amérique latine à intégrer l'atténuation des changements climatiques et les stratégies d'adaptation dans les politiques et les plans publics de développement ◦ Les ateliers de rédaction organisés conjointement par la Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et l'Institut de Stockholm pour l'environnement dans le but de renforcer la capacité des fonctionnaires des pays en développement à rédiger des propositions de projet claires

*Difficultés**Solutions possibles et exemples*

- Il devrait y avoir davantage de possibilités d'apprentissage par les pairs dans le cadre de la coopération Sud-Sud, par exemple sous la forme d'ateliers régionaux qui pourraient porter sur des directives sectorielles et sur la manière de mettre en exergue les changements climatiques dans différents secteurs ; la participation à ces ateliers ne devrait pas représenter une charge supplémentaire pour les participants et des interactions utilisant le Web pourraient aussi être envisagées ; il conviendrait cependant de tenir compte des régions qui disposent d'un accès limité à l'Internet

*Mettre en relation les besoins
déterminés avec les ressources
financières*

- Le contexte complexe du financement de l'action climatique fait qu'il est difficile d'accéder aux sources de financement et à l'appui disponibles
- L'initiative Climate Finance Accelerator (accélérateur du financement de l'action climatique)^b vise à mettre en relation des pays et autres promoteurs de projets avec des investisseurs potentiels
- Des outils d'orientation en ligne tels que le Climate Finance Navigator (navigateur relatif au financement de l'action climatique) du Programme régional océanien de l'environnement^c peuvent être utiles pour déterminer les ressources financières nécessaires pour répondre aux priorités d'un promoteur de projet ainsi que pour allouer l'appui technique requis
- Les pays pourraient utiliser les centres régionaux relevant du Partenariat sur les contributions déterminées au niveau national (CDN) pour renforcer la coopération entre les pays afin de déterminer l'appui financier nécessaire et la connaissance technique requise pour mettre en œuvre des CDN

*Informations sur les risques
climatiques*

- Le manque d'informations et de données relatives au climat aux niveaux régional et national constitue un obstacle
- Les produits et services d'information sur la résilience servant par exemple pour la modélisation des risques de catastrophe liés au climat ou l'évaluation des risques liés à l'infrastructure pourraient être davantage utilisés pour combler le manque de données lors de l'évaluation des risques et des effets des changements climatiques
- Les derniers rapports et conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat pourraient être utilisés pour obtenir des données internationales et régionales
- Les pays pourraient solliciter un appui bilatéral pour générer, interpréter et communiquer des données sur le climat et fournir des services météorologiques (par exemple, l'Australie soutient les pays du Pacifique)

*Coordination nationale et
participation des parties prenantes*

- Les pays en développement ont des difficultés à :
 - Établir des dispositifs institutionnels propres à garantir la continuité des priorités nationales relatives aux changements climatiques
- Des tables rondes organisées dans le pays avec les parties prenantes pertinentes, y compris les petits acteurs et les communautés locales, pourraient permettre de trouver un langage commun et un accord
- Des environnements propices comme un plan d'action sur les changements climatiques applicable à l'ensemble de l'économie et des cadres juridique et réglementaire contribueront à rassembler les parties prenantes

<i>Difficultés</i>	<i>Solutions possibles et exemples</i>
<ul style="list-style-type: none"> ○ Faire participer les bonnes parties prenantes pour évaluer et satisfaire leurs besoins 	<ul style="list-style-type: none"> • Le modèle consistant à établir des centres au sein des gouvernements européens pourrait être utilisé comme exemple pour rassembler différents acteurs aux fins de la planification et de la coordination
<i>Planification à long terme</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • Dans de nombreux cas, les parties prenantes concernées ont des perspectives à court terme, reposant sur un projet plutôt qu'une vision et une planification à long terme fondée sur les CDN 	<ul style="list-style-type: none"> • Le fait de passer à des démarches programmatiques en utilisant les CDN comme base pour la planification et la mise en œuvre à long terme aidera à attirer des ressources supplémentaires pour le financement international de l'action climatique et à collaborer plus étroitement avec les communautés locales • Les ministères des finances doivent participer activement à l'établissement des stratégies et des plans à long terme nationaux de lutte contre les changements climatiques • Les pays en développement et les institutions chargées du financement et de la mise en œuvre devraient collaborer et coopérer sur le long terme pour renforcer la compréhension mutuelle des besoins et des difficultés
<i>Intégrer les changements climatiques dans le système budgétaire national</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • Les responsables politiques et les promoteurs de projets relatifs aux changements climatiques ne disposent pas de suffisamment de renseignements sur les flux nationaux de financement de l'action climatique 	<ul style="list-style-type: none"> • L'intégration des changements climatiques dans l'évaluation financière aidera les pays à générer les renseignements et les données nécessaires pour mieux comprendre leurs besoins et mieux gérer les ressources destinées aux activités d'atténuation et d'adaptation. Parmi les initiatives utiles et les activités d'appui disponibles citons notamment : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les évaluations du financement du développement du Programme des Nations Unies pour le développement ○ L'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence^d ○ Un système en ligne de suivi du financement de l'action climatique en Colombie^e • Les recommandations du groupe d'experts à haut niveau sur la finance durable de l'Union européenne^f comprennent : <ul style="list-style-type: none"> ○ La création d'une taxinomie commune pour rendre compte des investissements dans le financement de l'action climatique ○ L'intégration des changements climatiques dans le système de gestion des risques

^a Voir : <http://euroclimaplus.org/index.php/es/> (en espagnol).

^b Voir : <http://climatefinanceaccelerator.global>.

^c Voir : <https://cfn.pacificclimatechange.net>.

^d Voir : <https://www.thegef.org/topics/capacity-building-initiative-transparency-cbit>.

^e Voir : <http://mrv.dnp.gov.co/Paginas/inicio.aspx>.

^f Voir : https://ec.europa.eu/info/publications/180131-sustainable-finance-report_fr.